

73.04.02 Animation NATURA 2000

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements non productifs
Base réglementaire : article du PSN	article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Animation Natura 2000
Indicateurs de résultats associés	R27 : Performances liées à l'environnement ou au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation à celui-ci dans les zones rurales.
Indicateurs de réalisation associés	O23 : Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements non productifs en dehors des exploitations agricoles
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le réseau européen Natura 2000 permet de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles régionales.</p> <p>Natura 2000 contribue à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restaurer et maintenir la qualité des paysages et des milieux naturels, forestiers et agricoles ; - Favoriser les continuités écologiques (trame verte et bleue) ; - Restaurer et maintenir la qualité des milieux aquatiques et des cours d'eau ; - Encourager les pratiques agro écologiques ; - Encourager la prise en compte des risques de dégradation des sols dans la gestion forestière. <p>L'animation Natura 2000 permet la mise en œuvre du Document d'objectifs (DOCOB) une fois que celui-ci est validé.</p> <p>Chaque DOCOB est animé par une structure chargée de mettre en œuvre les actions prévues.</p> <p>Les actions éligibles au titre de l'animation Natura 2000 peuvent notamment être les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Information, sensibilisation, gouvernance et concertation avec les parties prenantes (propriétaires et gestionnaires d'espaces, grand public, groupes scolaires, etc.) ; - Accompagnement des acteurs soumis à l'évaluation des incidences et contribution à la cohérence des politiques publiques ; - Expertises scientifiques et techniques (dont les études et inventaires) ; travaux d'harmonisation

	<p>des données d'inventaires ; acquisition de données sur les habitats et les espèces ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démarchage et appui auprès des propriétaires et gestionnaires pour la mise en œuvre de mesures contractuelles et non-contractuelles ; - Assistance technique aux structures en charge de leur mise en œuvre ; - Actualisation du DOCOB : une actualisation du DOCOB est une modification mineure qui entre dans le programme d'animation annuel ou pluriannuel du site, et qui n'a pas d'impact financier significatif sur la dotation d'animation. Une actualisation peut être réalisée par exemple en fonction des évolutions techniques, juridiques et financières liées à Natura 2000, qui ne remettent pas en cause les objectifs et les mesures qui ont fait l'objet de concertation. - Evaluation du DOCOB qui comportera : <ul style="list-style-type: none"> o d'une part une analyse du contenu d'un DOCOB (état des lieux écologique et socio-économique, pertinence des objectifs initiaux, etc.) et de l'état d'avancement des mesures de gestion sur plusieurs années, o et d'autre part une évaluation permettant de quantifier l'efficacité des mesures engagées. <p>Le présent dispositif concerne les sites Natura 2000 terrestres ou mixtes de Nouvelle-Aquitaine. Les sites Natura 2000 marins sont exclus.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Janvier 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les structures porteuses désignées par le COPIL du site Natura 2000 pour animer le document d'objectifs ; - L'autorité administrative responsable de la politique Natura 2000 à défaut de structure-porteuse désignée, le cas échéant ; - Les établissements publics désignés d'office ; - Les structures portant des études prévues dans les DOCOB des sites Natura 2000 ou des actions nécessaires à la coordination du réseau Natura 2000.
Conditions d'éligibilité	<p>Les opérations portent sur les sites Natura 2000 désignés ou proposés à la Commission Européenne (sites d'importance communautaire, propositions de sites d'importance communautaire, zones de protection spéciales ou zones spéciales de conservation) terrestres ou mixtes.</p> <p>L'animation intervient une fois que le DOCOB du site</p>

	Natura 2000 a été validé et que l'animation en a été confiée à une structure porteuse conformément au code de l'environnement ou, à défaut, à l'autorité administrative.
Coûts éligibles	Les actions sont menées en régie et/ou en prestations externes. Les coûts éligibles sont : <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses de personnel, - Les dépenses de déplacement et de mission, - Les coûts indirects, - Les prestations de service.
Inéligibilités	Sont inéligibles : <ul style="list-style-type: none"> - Les actions qui ne rentrent pas dans le cadre du cahier des charges régional de l'animation ; - Les actions non prévues dans le DOCOB du site. D'autres inéligibilités en termes de dépenses et de bénéficiaires pourront être instaurées, celles-ci seront précisées dans les documents de mise en œuvre le cas échéant.
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans les documents de mise en œuvre.
Eligibilité géographique	Le site concerné doit être localisé sur le territoire de l'autorité régionale, ou être placé sous son autorité administrative dans le cas de sites interrégionaux.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Pas de risque de double financement identifié à ce jour. Des précisions seront apportées le cas échéant dans les documents de mise en œuvre de ce dispositif.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement. <u>Le FEDER peut intervenir sur les actions menées en zones Natura 2000, exceptées celles effectivement financées par le FEADER : élaboration, révision et animation des documents d'objectifs Natura 2000 (DOCOB), contrats Natura 2000.</u>
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	Conformément au RUE 2021-2115 art 79, cette intervention peut ne pas faire l'objet d'une sélection.
Fonctionnement du dispositif	Au fil de l'eau.
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 100%.
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	80%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Principal : Région Nouvelle-Aquitaine. Ponctuel : Collectivités territoriales, Agences de l'eau, Etat.
5. Calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Pas de plancher
Plafonds (en dépenses éligibles)	Des plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les documents de mise en œuvre le cas

	échéant.
Modalités de versement	Avance, acompte, solde. Les modalités d'application sont précisées dans les documents de mise en œuvre.
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant trois catégories de postes : "cadres" ; "hors cadres" ; "stagiaires". - Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. - Frais de déplacement : taux forfaitaire de 5,5% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Réglementation aides d'Etat	Les actions entrant dans le champ concurrentiel (analyse au projet) s'appuieront sur un des deux régimes suivants : Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ou SA.108225 - Aides en faveur des zones rurales cofinancées par le FEADER ou octroyées en tant que financement national complémentaire.
Maintien des dépenses	Non concerné